



Entre la rue et l'internet : pratiques revendicatives et stratégies de mobilisation de Y'en a marre, du Balai citoyen, Filimbi et de la Lucha

Mamadou Dimé*, Pascal Kapagama**, Zakaria Soré***
& Ibrahima Touré****

Résumé

Cet article analyse les pratiques de mobilisation des mouvements citoyens Y'en a marre au Sénégal, le Balai citoyen au Burkina Faso et Filimbi et la Lucha en République démocratique du Congo. Il propose un éclairage qui insiste sur les innovations en matière de militantisme sur le terrain, la part dévolue aux technologies de l'information et de la communication, les pratiques idiomatiques et les canaux et moyens d'expression. L'accent est mis sur les systèmes langagiers structurant les discours, les modes opératoires de la lutte sur le terrain avant de jeter un regard sur les réactions des pouvoirs politiques qui oscillent souvent entre répression, cooptation, corruption subordination, intimidation, instrumentalisation, infiltration, récupération politique, etc.

Abstract

This article analyses the mobilization practices of the citizen movements Y'en a marre in Senegal, Balai citoyen in Burkina Faso, Filimbi and Lucha in the Democratic Republic of Congo. It proposes an analysis which insists on the innovations in activism on the ground, the share devolved to information and communication technologies, idiomatic practices and channels and means of

* Département de sociologie, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal.
Email: mamadou.dime@ugb.edu.sn

** Département de sociologie, Université de Kinshasa, Kinshasa, République démocratique du Congo. Email: paskpgm@yahoo.fr

*** Département de sociologie, Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Burkina Faso.
Email: soreils@gmail.com

**** Département de sociologie, Université Assane Seck, Ziguinchor, Sénégal.
Email: ibrahima.toure@univ-zig.sn

expression. It also focusses on the linguistic systems structuring the discourses, the *modus operandi* of the fight on the ground before taking a look at the reactions of the political powers which often oscillate between repression, cooptation, subordination, intimidation, corruption, instrumentalization, infiltration, political rip-off etc.

Introduction

Dans la plupart des pays d'Afrique, les jeunes continuent d'être au premier rang dans les actions de contestation et de mobilisation sociopolitiques (Chevrier 1975; Biaya 2000; Hilger et Mazzocheti 2010; Bangré 2016; Berwouts 2016; Neocosmos 2016). Par des pratiques de dissidence, ils portent les révoltes des populations et leur rejet d'un ordre sociopolitique perçu comme injuste, oppressif ou violent. Ils se positionnent comme des caisses de résonance des cris de colère de la jeunesse. Ils tentent également de relayer les sentiments de frustration des populations face à des pratiques politiques et de gestion qui sont perçues comme peu susceptibles de contribuer à la résolution des problèmes sociaux de leurs milieux respectifs. Parmi les questions essentielles, on peut noter, entre autres, l'accentuation de la pauvreté, l'accroissement des inégalités sociales, la corruption, le pillage des ressources nationales, la faiblesse des mécanismes de protection sociale, le chômage des jeunes, l'autoritarisme politique (Siméant 2013).

Les quatre mouvements ayant réussi à acquérir une notoriété médiatique sont Y'en a marre au Sénégal, Filimbi et la Lucha en République démocratique du Congo et le Balai citoyen au Burkina Faso. Ils sont d'ailleurs considérés comme des acteurs majeurs en matière d'engagement citoyen notamment dans les pays d'Afrique francophone (Polet 2017, 2018; Gorovéi 2016; Hagberg et al., 2015; Rimondi 2015; Thiat & Cissokho 2015; Vigneron 2016; Ouedraogo 2014; Simeant 2013).

Depuis leur naissance en 2011 pour Y'en a marre, en 2012 pour la Lucha et officiellement en 2015 pour Filimbi et en 2013 pour le Balai citoyen, ces mouvements ont réussi à se positionner comme des figures de premier plan dans leurs pays respectifs. Ils sont arrivés à conquérir une grande visibilité et à acquérir une réelle capacité d'influence sociopolitique. Ils suscitent ainsi la méfiance des pouvoirs en place tout comme celle des partis politiques. Ces derniers les perçoivent comme des concurrents directs en tant que porteurs des aspirations des populations. Les mouvements citoyens arrivent à se positionner comme incarnant une nouvelle manière de faire de la politique.

Y'en a marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha, qui désirent poser les jalons d'une dynamique transafricaine de la mobilisation citoyenne, ont fondé leur activisme en partie sur une hybridation de leurs pratiques de

mobilisation. Ils ont eu recours à des stratégies conventionnelles de lutte sur le terrain : marches, manifestations, communiqués de presse, sit-in, pétitions. Ils ont également fait un usage judicieux de l'internet, notamment des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, YouTube). Cette pratique leur a permis de se démarquer par l'emploi de stratégies de mobilisation fondées sur le pouvoir performatif de la mise en scène ainsi que sur des pratiques langagières dissonantes d'avec celles des élites dominantes. Ces mouvements oscillent ainsi entre l'internet et la rue dans leurs stratégies de mobilisation sur le terrain.

Nés dans le sillage des révolutions des « printemps arabes » qui sont analysés comme des révolutions 2.0 (El Chazli 2013; Aissaoui 2017), Y'en en marre, le Balai citoyen, Filimbi et la Lucha tentent d'impulser un engagement citoyen qui se cristallise dans l'idéologie du panafricanisme et une revivification de la pensée politique de Thomas Sankara, Kwame Nkrumah, Amilcar Cabral, Nelson Mandela, Patrice Lumumba, Cheikh Anta Diop (Touré 2017; Thiat et Cissokho 2011; UPEC 2018). Tout en aspirant à être la « voix de la nouvelle jeunesse africaine engagée¹ », Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen se sont mutuellement influencés dans leurs stratégies de mobilisation. En mettant à contribution le pouvoir des technologies de l'information et de la communication (Richaud 2017), ces mouvements aspirent à impulser des dynamiques de contestation et de conquête citoyenne devant déboucher sur un mouvement panafricain (Dimé 2017).

La présente contribution se propose de s'interroger sur les consonances et les dissonances dans les pratiques de mobilisation des quatre mouvements. Pour ce faire, nous passons en revue les pratiques de mobilisation dans chaque pays. D'abord, nous analysons de quelle manière Y'en a marre manipule les idiomes de la mobilisation citoyenne pour décliner une grammaire de l'indocilité au Sénégal. Ensuite, nous montrons comment, à travers un maillage territorial et des stratégies de mobilisation fondées sur des innovations langagières, sur la non-violence et sur l'usage de l'internet, Filimbi et la Lucha ont fait face à une violente répression en RD Congo. Puis, nous étudions comment le Balai citoyen est allé à l'assaut des kalachnikovs au Burkina Faso, surtout à l'occasion de la crise ayant entraîné la chute de Blaise Compaoré en 2014. Enfin, nous proposons un regard croisé qui met en lumière les consonances et les dissonances dans les dynamiques de mobilisation entre les quatre mouvements.

Les données de cette recherche proviennent d'une enquête qualitative réalisée au Burkina Faso, en RD Congo et au Sénégal. Les principales méthodes de collecte des matériaux ont été l'observation et les entretiens.

La première a été utilisée lors de diverses activités organisées par ces mouvements : manifestations publiques, réunions, épisodes de contestation, mobilisations au moment des élections. Les entretiens ont été menés, dans chaque pays, avec des leaders et des membres des quatre mouvements. Ils ont été élargis à des acteurs gouvernementaux, à ceux des médias, des partis politiques et de la société civile.

En RD Congo, les enquêtes de terrain ont principalement été faites à Goma, Bukavu et à Kinshasa, lieux de naissance et de déploiement des activités de la Lucha et de Filimbi. Au Sénégal, les entretiens ont été essentiellement effectués à Dakar où sont concentrées les activités de Y'en marre. Au Burkina Faso, le travail de terrain a été mené à Ouagadougou et à Ouahigouya dans le nord du Burkina Faso à l'occasion du « camp citoyen » que le Balai citoyen y a organisé en septembre 2018. La recherche prend également appui au Burkina Faso sur une série d'observations faites à l'occasion de la crise d'octobre 2014 qui a conduit à la chute de Blaise Compaoré et dans laquelle le Balai citoyen a joué un rôle majeur.

Une bonne partie des données sur laquelle reposent nos analyses vient également de l'empreinte numérique des quatre mouvements. Nous avons en effet constitué une base documentaire composée de la production sur l'internet de chaque mouvement à partir de ses tweets, ses messages sur Facebook et ses vidéos sur YouTube.

Faux! Pas forcé! *Lu ëpp turu²!* *Pareelᵇ* : idiomes et pratiques de mobilisation du mouvement Y'en a marre

À partir d'une analyse de la trajectoire de Y'en a marre au Sénégal, nous analysons ses pratiques linguistiques et ses stratégies de mobilisation sur le terrain au prisme du métissage et de l'hybridité. Ces deux catégories représentent une sorte d'expression dakaroise territorialement marquée et qui, par le phénomène de la polarité de la ville de Dakar, se diffuse vers les autres centres urbains sénégalais, créant ainsi une culture urbaine de la dissidence reposant sur deux leviers : les jeunes qui en sont les acteurs et un langage qui en est l'outil d'expression.

Déclinaisons d'une grammaire de l'indocilité

Le vocabulaire de l'indocilité de Y'en a marre, tel qu'il s'exprime d'ailleurs par son slogan éponyme, est perçu comme un révélateur des mutations en cours au sein de la jeunesse urbaine dans le sens d'un cosmopolitisme qui s'explique par une multi-appartenance identitaire et la pluralité de leurs schèmes référentiels. Aussi est-il judicieux d'interroger, derrière le slogan,

le cri de ralliement et de vocalisation du ras-le-bol qu'est Y'en a marre. Il s'agit de mettre l'accent sur les modes de déclinaison et les praxis de verbalisation de l'engagement citoyen en prêtant attention aux pratiques linguistiques du mouvement à travers ses alternances linguistiques, sa stratégie communicationnelle, le contenu de ses discours et le choix de ses slogans. Les idiomes de la contestation sont articulés à des pratiques de rue qui reposent sur l'art de la mise en scène et la recherche de « l'effet buzz ».

Comme forme typique de mobilisation urbaine, Y'en a marre a fondé sa mobilisation sur un usage débridé des technologies de l'information et de la communication, ainsi que sur sa capacité à saisir les opportunités de sensibilisation et de mobilisation fournies par les réseaux sociaux (Twitter, WhatsApp, Facebook, YouTube). Le mouvement s'est également appuyé sur une présence tonitruante dans les médias dits « traditionnels » (radio, télévision). Ceci lui a procuré une couverture médiatique qui a beaucoup contribué à sa popularité même au-delà des frontières sénégalaises. Y'en a marre continue de susciter la curiosité des médias, même internationaux, car nombreux sont les reportages qui lui sont consacrés par la presse étrangère pour ce qui est présenté à l'origine comme une expérience inédite d'engagement citoyen sur le continent africain. Ce qui contribue à la notoriété du mouvement sur la scène internationale.

La double maîtrise de l'art de la mise en scène et de la truculence verbale par le mouvement Y'en a marre lui vient sans doute du profil du noyau de ses membres fondateurs, constitué essentiellement de journalistes, d'artistes et de rappeurs. D'ailleurs, Y'en a marre se donne à voir comme une dynamique d'affirmation du rôle sociopolitique des rappeurs. Cette posture de la contestation se cristallise dans un art de la spectacularisation, ainsi que dans un positionnement discursif anticonformiste et de rejet du « système » et de « l'establishment ». Y'en a marre a opté pour une stratégie de présence médiatique systématique, par une propension à créer un « effet buzz » autour de ses slogans, de ses discours critiques et de ses actes de défiance envers le pouvoir en place. Les médias sont ainsi mis à contribution pour servir de relais aux revendications et aux prises de position du mouvement et lui garantir une notoriété que ne reflète peut-être pas sa représentativité politique réelle. Une illustration de cette situation peut être trouvée dans l'activité de mobilisation organisée par Y'en a marre le vendredi 7 avril 2017 et qui visait le rassemblement d'un million de Sénégalais vêtus de noir pour exprimer leur colère envers les politiques du régime du président Macky Sall. La manifestation visait en outre à fustiger l'instrumentalisation de la justice à des fins partisans, car *yoonaŋgi jèng* (la justice n'est plus impartiale) et finalement souligner avec force que *lu éppe tuuru* (trop, c'est trop).

Finalement, la manifestation n'a pas atteint le chiffre d'un million, les estimations les plus réalistes faisant état de cent mille manifestants à la place de l'Obélisque, mais l'effet médiatique recherché avait été atteint puisque le mouvement a pu occuper la une de la plupart des journaux de la presse écrite et audiovisuelle. De cette manière, il cherche à se poser comme figure de « *contre-pouvoir, comme des opposants de principe, des opposants de conscience visant la conquête et la sauvegarde d'acquis démocratiques* » selon les mots d'un leader du mouvement lors d'un entretien en août 2018 à Dakar.

Comme mode de contestation citoyenne, Y'en a marre s'est démarqué par sa capacité à créer des idiomes de dissidence et d'affirmation citoyenne puisés dans les langues française et wolof. Le plus populaire est certainement son slogan éponyme *Y'en a marre*. Font également florès les slogans lancés par le mouvement au plus fort de la contestation contre la candidature du président Wade qui a été la bougie d'allumage du mouvement : *Faux! Pas forcé! Ma carte, mon arme! Nouveau type de Sénégalais (NTS), Touche pas à la Constitution, Chantiers citoyens, Esprits Y en a marre* (membres du mouvement), *Dafa doy* (Ça suffit!), *Gor ca wax ja* (respecter sa parole).

L'art de la mise en scène s'est exprimé à travers des campagnes destinées à émouvoir l'opinion publique. C'est par exemple le cas de la campagne dénommée « Plainte contre le gouvernement du Sénégal » à travers laquelle le mouvement a voulu exprimer et dénoncer avec vigueur les maux qui accablent les Sénégalais. Le mouvement ratisse du même coup assez large pour intégrer les différentes couches sociales au nom desquelles le mouvement justifie son engagement citoyen : vendeurs ambulants, chômeurs, jeunes, femmes au foyer, étudiants et élèves, paysans, familles victimes d'inondations, etc.

« *Wolofiser* » le vocabulaire de l'engagement citoyen

La majorité des slogans du mouvement Y'en a marre est en langue wolof : *Dox ak sa gox* (être au diapason de sa ville) ; *Sama askan, sama bakkan* (mon peuple, ma vie) ; *Lu ëpp tuuru* (trop, c'est trop) ; *Daas fanaanal* (fourbir les armes) ; *Fanaane daas* (veiller à fourbir les armes) ; *Jaay sa carte jaay sa ngor la* (monnayer sa carte, vendre sa conscience) ; *Gor sa wax ja, dige bor la* (pour le respect de la parole donnée), *Leul* (assises du mouvement), *Baatu askan wi* (la voix du peuple), *Wallu askan wi* (la part du peuple), etc.

Le mouvement a puisé dans la langue wolof une bonne partie de ses formules percutantes pour véritablement coller aux mutations linguistiques en cours au Sénégal, qui témoignent d'un recul du français et d'une dynamique croissante de *wolofisation*. Mais il s'agit d'un wolof urbain qui, en sus d'une créativité lexicale foisonnante, allie dans des structures variables des

alternances et des emprunts au français, à l'anglais, à l'arabe ainsi qu'à d'autres langues locales. Autant de paramètres qui en disent long sur l'instance de réception visée par Y'en a marre. Ce dernier a sans doute voulu, par le choix des expressions wolofs, établir une espèce de connivence et de convergence avec les jeunes des milieux populaires, les banlieusards, les débrouillards, etc. Il s'agit également d'établir une distanciation avec le « système » des élites. Cette rupture symbolique est complétée par des choix vestimentaires autour du bonnet d'Amilcar Cabral ostensiblement porté par le coordonnateur du mouvement qui en a même fait son accoutrement distinctif.

Les pratiques linguistiques adoptées par Y'en a marre laissent voir la mise à l'épreuve d'une logique d'hybridité, de métissage et de cosmopolitisme. Le vocabulaire de la dissidence de Y'en a marre peut être lu comme un marqueur des mutations dans les pratiques linguistiques de la jeunesse urbaine dans le sens d'un cosmopolitisme linguistique qui s'explique par un empilement de leurs appartenances, une superposition de leurs identités et un enchevêtrement de leurs schèmes référentiels.

Y'en a marre est majoritairement composé d'artistes rappeurs dont on connaît la fascination pour la *world culture* et l'expression de leurs idées en anglais. Cependant, ce mouvement n'a pas eu recours à des idiomes puisés dans la langue anglaise. Ceci contraste avec le langage des jeunes urbains et les compositions de certains rappeurs sénégalais qui n'hésitent pas à truffier leurs textes et discours d'expressions anglaises. C'est peut-être là un trait de démarcation entre ce mouvement et le mouvement hip-hop. Contrairement à ce dernier, Y'en a marre s'adresse à un auditoire recherché qui, dans ce cas, est plutôt constitué de la couche sociale politisée, de la classe moyenne plus ou moins sensibilisée à la politique et de cette classe sociale sénégalaise dont la précarité des conditions de vie détourne l'attention de la vie politique.

La performativité de la mise en scène

Y'en a marre s'est toujours évertué à lancer des formules brèves, imagées et percutantes qui facilitent les conditions de leur reprise et de leur circulation dans l'espace public. Dans ses stratégies de mobilisation, Y'en a marre valorise la sollicitation créative et interactive du public. Celle-ci se fait grâce à des événements participatifs comme la *Foire aux problèmes, la foire aux solutions*. Cet événement repose sur des mises en scène et des mises en discours généralement allégoriques par des corporations, des groupes, des individus qui exposent les problèmes sociaux et professionnels qu'ils rencontrent et les éventuelles solutions qu'ils proposent. L'activité sert ainsi d'exutoire symbolique pour dénoncer la responsabilité des pouvoirs publics dans ces problèmes et leur inertie à y trouver des solutions pérennes.

Le recours à la mise en scène s'est également exprimé lors de la campagne pour le scrutin présidentiel du 27 février 2019. Mais ici, Y'en a marre s'est approprié une pratique que d'autres organisations de la société civile avaient largement adoptée. Celle-ci a consisté à inviter les cinq candidats à l'élection présidentielle pour discuter des aspects de leur programme concernant l'agriculture, la prise en compte du genre, l'éducation, etc. À grand renfort de publicité, Y'en a marre a pendant longtemps présenté son programme dénommé *Wallu askan wi* (la part du peuple) comme un moment-phare de la campagne électorale. Les cinq candidats devaient ainsi venir engager un dialogue citoyen avec les participants à cet événement. Au final, seuls deux des candidats se sont présentés, en l'occurrence Ousmane Sonko et Madické Niang. L'activité avait été programmée à la place de l'Obélisque devenue place de la Nation avant d'être délocalisée à la maison de la culture Douta Seck.

Une constante dans les stratégies d'action de Y'en a marre est d'opérer une occupation stratégique de sites symboliques comme la place de Obélisque, la place de l'Indépendance, la place Soweto, la place du Souvenir africain tout en s'ancrant au plan territorial dans la banlieue. Outre cet investissement spatial, une autre rupture posée en vue de l'émergence du nouveau type de Sénégalais que le mouvement veut faire naître est l'appropriation des symboles nationaux comme le drapeau national. On remarquera que c'est au moment même où les hommes politiques semblaient renoncer à la rhétorique patriotique que les militants protestataires de Y'en a marre ont multiplié les affichages dans l'espace public avec le drapeau national et l'hymne national.

Tout ceci peut en définitive faire penser que le mouvement a émergé en secrétant une « contre-culture » qui tient à ceci : avec Y'en a marre, le spectacle de la protestation est indissociable de la protestation, comme le mettent en lumière les cortèges à grand renfort musical qui ont été déployés pour inciter les jeunes à retirer massivement leurs cartes électorales. Intitulée *pareel* (sois prêt), cette campagne a été organisée à la veille du démarrage de la campagne électorale avant qu'elle ne soit rapidement interdite par les pouvoirs publics.

Après plusieurs années qui lui ont permis de se poser comme un acteur de premier plan sur l'échiquier sociopolitique sénégalais et de contribuer à la consolidation d'une dynamique d'affirmation citoyenne en Afrique, Y'en a marre est aujourd'hui à la croisée des chemins. Le mouvement donne l'impression de subir un ressac des vagues de son positionnement contestataire. Il semble devoir batailler contre les effets pervers d'une

banalisation et d'une professionnalisation de son action. Le mouvement donne l'impression actuellement de se mouvoir dans une dynamique d'*ongéisation* et dans un rôle de courtier de l'engagement citoyen. Y'en a marre continue de récolter les retombées de son investissement contestataire à travers la mobilisation de financements auprès d'ONG internationales et de programmes de promotion de la démocratie et de la citoyenneté en Afrique. Une partie des critiques du mouvement tire d'ailleurs ses arguments de ce cantonnement dans cette posture de captation de ressources financières. Avec l'accumulation d'opérations de captation/redistribution de fonds, les leaders de Y'en a marre sont de moins en moins perçus comme de légitimes indignés, mais plutôt comme des rentiers de l'engagement citoyen.

Y'en a marre a semblé retrouver au début de l'année 2020 la flamme protestataire qui a fait sa popularité à la faveur des mobilisations contre la hausse du coût de l'électricité qui a touché la majorité des ménages sénégalais au début du mois de décembre 2019 malgré les promesses des pouvoirs publics contre une telle augmentation. Ces mobilisations ont donné naissance à un collectif de lutte dénommé *Nio lank* (nous disons non) *nio bagne* (nous refusons) dont Y'en a marre est un membre actif. Les marches hebdomadaires de dénonciation de la hausse ont fourni à Y'en a marre une occasion de sortir de sa « torpeur », de retrouver la virulence de son discours critique et ainsi de renouer avec l'activisme sur le terrain. Ces mobilisations tout comme les dénonciations des scandales entourant les contrats d'exploitation du pétrole et du gaz dans le cadre d'une plateforme de la société civile appelée *Aar li ñu bokk* (préserver nos bien communs) ont offert à Y'en a marre et à son nouveau coordonnateur, Aliou Sané⁴, des occasions de retour à la logique protestataire au cœur de l'histoire, de l'identité et de la stratégie du mouvement. Il s'agit d'une dimension essentielle que Y'en a marre partage avec Filimbi et la Lucha.

Filimbi et la Lucha : pratiques revendicatives et stratégies de mobilisation en contexte d'incertitude politique et de répression en RD Congo

Il s'agit ici d'analyser les pratiques langagières qui structurent le discours contestataire de Filimbi et Lucha avant de proposer une lecture de leurs stratégies de mobilisation et de la répression à laquelle ils ont fait face dans un contexte de violence politique et électorale en RD Congo.

Apolitisme et puissance des symboles dans les pratiques langagières de mobilisation

Grâce à des innovations dans la transmission discursive de leurs messages, la Lucha et Filimbi se crédibilisent de plus en plus dans une société qui ne saisit pas encore très bien le sens de leur lutte. Depuis leur création, les deux mouvements revendiquent une amélioration notable des conditions de vie des populations congolaises. Ils se déclarent apolitiques. Leur apolitisme ne signifie guère l'absence d'un engagement politique puisque les objectifs pour lesquels ils se mobilisent ont un soubassement éminemment politique. Cet apolitisme fait plutôt référence au refus des leaders de la Lucha et Filimbi d'instrumentaliser le mouvement citoyen pour accéder à des fonctions politiques. Par cette posture, ils cherchent à se démarquer d'autres acteurs contestataires, dont les partis politiques d'opposition, les syndicats et nombre d'organisations de la société civile. Leur refus de se donner des ambitions politiques est lié au discrédit qui frappe les partis politiques, toutes tendances confondues. C'est une attitude qui leur permet aussi de se présenter en porte-voix désintéressés et crédibles des revendications de la population. Ils apparaissent ainsi aux yeux des populations congolaises comme étant les acteurs qui se soucient réellement de leurs problèmes.

La crédibilité de la Lucha et de Filimbi s'est construite progressivement à partir des arguments utilisés dans leurs discours et des résultats des actions posées en faveur des populations. La Lucha et Filimbi ont adopté la langue française dans leurs activités de mobilisation, le français étant la langue officielle de l'administration et du système éducatif en RD Congo. Cependant, le français est utilisé en symbiose avec l'une des quatre langues nationales véhiculaires selon les sphères territoriales de mobilisation et d'action. Il s'agit du swahili parlé dans toute la partie orientale de la RD Congo, notamment à Goma et à Bukavu, du lingala dans tout le pays et particulièrement dans la partie occidentale et à Kinshasa, du tshiluba dans les provinces centrales du pays et du kikongo dans les deux provinces du sud-ouest de la RD Congo. Les messages transmis dans ces langues jouent un rôle indéniable dans la mobilisation. L'usage du français comme langue principale pour sensibiliser et mobiliser les citoyens est également motivé par la nécessité d'interpeller les acteurs politiques, aussi bien du pouvoir que de l'opposition.

C'est dans la rue qu'il est possible de mieux observer les pratiques de mobilisation de la Lucha et de Filimbi et les pratiques communicationnelles auxquelles ils ont recours pour acquérir de la visibilité. Pour ce qui est de la Lucha particulièrement, elles prennent la forme de marches silencieuses pendant lesquelles leurs membres brandissent des pancartes sur lesquelles

sont indiquées leurs revendications comme : «MONUSCO⁵, le mandat d'imposition de la paix est enfin là. Faites vite. 10 mois de promenade, c'était déjà trop» (sit-in Lucha à Goma, banderole, 2012); «MONUSCO, 17 000 hommes. 1 milliard de dollars l'an. Pour nous "protéger"... comme ça!» (sit-in de la Lucha à Goma, banderole, 2012)

Des symboles sont utilisés pendant ces marches silencieuses pour mettre en exergue la non-violence. Ils ont consisté à se déplacer en file indienne avec la bouche bandée et les poignets liés.

Ces symboles, bouche bandée et poignets liés, c'est pour exprimer l'absence de liberté d'expression et la prise en otage dont la population congolaise est victime. Associés à la marche silencieuse, c'est pour exprimer le caractère non violent de notre lutte.
[Entretien avec un activiste de la Lucha, Goma, août 2018]

La nécessité de défier au quotidien une violente répression

Filimbi et la Lucha ont su se donner une dimension collective d'envergure. Cette dimension a été acquise grâce à un important travail de communication. Elle a également pris appui sur les actions de mobilisation sur le terrain ainsi que sur le recours aux réseaux sociaux. Ces actions ont exposé les leaders et les membres des deux mouvements à une violente répression de la part du pouvoir. Filimbi et la Lucha ont fondé leurs actions de mobilisation sur la puissance de la mise en scène.

Les occupations des places publiques dans la non-violence sont le trait distinctif des deux mouvements et particulièrement de la Lucha, tandis que Filimbi a plus investi les réseaux sociaux comme espace d'expression. Certaines de leurs activités se sont souvent terminées par des arrestations, lorsque le groupe rencontrait un barrage de policiers que les jeunes n'avaient nullement peur de braver en s'asseyant pacifiquement par terre. Seule la violence des répressions des forces de l'ordre mettait fin à leurs manifestations. Il en est ainsi des campagnes de la Lucha et Filimbi tant à Goma, Bukavu qu'à Kinshasa contre un troisième mandat de Kabila, intitulées «*Bye Bye Kabila*». Les actions organisées dans le cadre de cette campagne ont été fortement réprimées et ont entraîné des arrestations de membres des deux mouvements, qui ont purgé des peines de prison. Même lorsqu'il leur était promis leur libération sous certaines conditionnalités, ils préféraient purger leurs peines jusqu'à la fin plutôt que de s'humilier en acceptant les modalités imposées, dont le silence. C'est le cas de deux femmes leaders de Lucha. Il s'agit en l'occurrence de Rebecca Kavugho qui, après avoir purgé sa peine de prison, a repris le chemin de l'université pour terminer ses études. Telle est la situation de Gloria Senga qui, malgré les menaces qu'elle reçoit, ne manque

pas de participer discrètement à certaines manifestations. Les actions de ces deux femmes illustrent et mettent en lumière l'engagement féminin dans ces mouvements citoyens.

Même si bon nombre de leurs actions ont buté sur une violente répression de la police, la Lucha et Filimbi ont tenté de la contourner grâce à une stratégie basée sur des manifestations en petits groupes. Par le biais de la manipulation des symboles et le passage de la parole à l'acte, Filimbi et la Lucha ont essayé d'impulser un changement de comportement chez les populations. Ce qui est une manière de rappeler à l'État ses responsabilités non assumées. Ainsi, à Goma, à la suite de la campagne citée plus haut, des fontaines d'eau ont été placées dans certains quartiers pour favoriser un accès à l'eau potable. Certaines chaussées fortement dégradées ont été réhabilitées.

En plus d'autres pressions internes et externes, la participation de la Lucha et de Filimbi en RD Congo aux côtés d'autres mouvements de la société civile, dont le Comité laïc des chrétiens catholiques (CLCC), dans la mobilisation contre un troisième mandat de Kabila en 2016 et 2017 a contribué à pousser ce dernier à ne pas se représenter. La Lucha et Filimbi se disent satisfaits d'avoir participé aux efforts ayant permis d'empêcher les plans du régime de Kabila en le contraignant à ne pas se présenter à un troisième mandat. Sauf que pour eux, leur combat n'a pas débouché sur une véritable alternance. Selon deux de leurs leaders que nous avons interrogés après l'élection ayant conduit au pouvoir Félix Tshisekedi à la place de Joseph Kabila, il n'y a pas un renversement effectif du système de mal-gouvernance qui caractérise la RD Congo. Ils déclarent même qu'il y a eu un «deal» de partage du pouvoir entre les deux. Ce que le nouveau président a lui-même reconnu devant la communauté congolaise à Windhoek en février 2019.

La non-violence pour faire effet de contraste

Filimbi et la Lucha mettent en avant la dimension «pacifique» de leur lutte et le recours systématique à la non-violence dans leurs stratégies de mobilisation. Cela leur permet de mettre en relief, de manière symbolique, par le truchement de la puissance du contraste, ce que leurs membres considèrent comme un usage fortement disproportionné de la violence que l'État leur oppose au quotidien. Les réactions de l'État prennent la forme d'arrestations tous azimuts, de la dispersion récurrente de leurs manifestations, du harcèlement judiciaire, de l'emprisonnement et de l'exil. La violence de l'État peut même aller, de leur avis, jusqu'à ce qu'ils appellent des assassinats déguisés en accidents. Tel est d'ailleurs le cas de Luc Nkulula, leader très en vue de la Lucha, retrouvé mort après l'incendie de sa maison dans la nuit du 9 au 10 juin 2018 à Goma. Un incendie qualifié

d'accidentel par le pouvoir en place, mais que les membres de la Lucha lui ont directement imputé en raison des multiples menaces reçues du fait de son militantisme au sein de la Lucha.

Les leaders de la Lucha et Filimbi que nous avons interrogés dans cette recherche n'ont cessé de mettre en exergue le fait qu'ils rejettent la violence. À la place, ils cherchent par des moyens spectaculaires à attirer les projecteurs médiatiques sur le ras-le-bol des Congolais. Ils espèrent de cette manière se placer dans une posture de porte-voix des populations durement touchées par la mauvaise gestion des ressources du pays malgré ses immenses richesses.

Dans leur dynamique de mobilisation, la Lucha et Filimbi interpellent l'État et les autres acteurs du champ politique congolais avec des propositions pour éviter d'être caricaturés comme étant cantonnés dans une opposition stérile. Une constante de leur démarche revendicative est de vouloir être dans une posture propositionnelle. Il s'agit pour eux de ne pas rester confinés dans la critique uniquement, mais d'être un vecteur de propositions alternatives à travers des plaidoyers et des prises de position sur divers domaines touchant la gouvernance de la RD Congo. La Lucha l'a fait, par exemple, à Goma et à Bukavu, en interpellant leurs gouverneurs successifs par des plaidoyers sur des stratégies de gestion des problèmes que connaissent ces villes dans les domaines de la voirie, de l'assainissement, de l'eau, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, etc.

Les leaders de la Lucha et de Filimbi ont payé un lourd tribut à la violence que l'État congolais a essentiellement développée comme réponse aux deux mouvements. Certains de leurs leaders les plus en vue ont fait face à plusieurs tentatives de corruption auxquelles ils ont essayé de résister. Les déclarations de certains responsables des forces de sécurité de la RD Congo permettent de mettre en lumière la violence d'État éprouvée par les membres de ces mouvements. Un haut gradé de la police n'a pas hésité à menacer : « *réprimez ces ennemis du Congo, par tous les moyens* ». Un autre haut gradé de renchérir : « *tuez-moi tous ces imbéciles qui veulent soulever la population contre le Commandant suprême* ». Plutôt que d'ébranler le moral des militants, cette violence d'État semble, au contraire, avoir décuplé leur détermination, comme en témoignent les leaders des deux mouvements qui ont accepté de faire face aux risques d'emprisonnement plutôt que de renoncer à leurs convictions et à leur combat. La Commission Justice et paix de la Conférence nationale épiscopale de la RD Congo révèle que le nombre d'arrestations dans les rangs de la Lucha et de Filimbi pendant la période allant d'avril 2017 à octobre 2017 a atteint près de 200 activistes membres des deux mouvements dans plusieurs villes de la RD Congo (Justice et paix/CENCO, 2017).

Filimbi et la Lucha tirent leur légitimité de la cause qu'ils défendent ainsi que de leur ancrage territorial. Celui de la Lucha revêt un caractère singulier du fait que le mouvement est né à Goma et non à Kinshasa comme c'est habituellement le cas pour la plupart des mouvements citoyens. Ces derniers sont souvent des révoltes qui naissent dans les capitales qui sont des espaces de dissidence. Les circonstances de naissance de Filimbi ainsi que sa trajectoire s'inscrivent plus dans cette orientation.

Les contextes sociopolitiques ayant conduit à l'éclosion de deux mouvements sont des éléments à prendre en considération pour apprécier la portée des réponses protestataires dont ils veulent être les catalyseurs. Lors d'entretiens avec des membres de la Lucha et de Filimbi, il est ressorti que les deux mouvements sont nés de la révolte des jeunes contre les conditions de vie jugées exécrables : pauvreté, chômage, pénurie d'eau, délestages électriques, absence d'infrastructures, forte dégradation des routes aussi bien urbaines qu'interurbaines et d'accès aux milieux ruraux, gestion catastrophique de l'épidémie d'Ebola. Ce contexte politique est brandi pour justifier la nécessité d'un changement radical, afin que soient résolus progressivement les problèmes ayant motivé la naissance de ces mouvements et dont la responsabilité est attribuée à tout le système dirigé par Joseph Kabila. La révolte de La Lucha et de Filimbi réfère donc à un soulèvement « anti-système ».

Le contexte politique de l'année de naissance de Filimbi (2015 en tant que collectif) et de la Lucha (2012) a été caractérisé par les manœuvres de Joseph Kabila pour se maintenir au pouvoir alors qu'au plan constitutionnel, il n'en avait plus le droit, car ayant déjà effectué ses deux mandats. Il est parvenu, grâce à diverses manœuvres politiques, à se donner deux années de plus au pouvoir avant l'organisation d'élections fortement critiquées en décembre 2018. Ainsi, ce contexte politique a participé à la construction progressive de ces mouvements.

Une autre dimension et non des moindres dans l'analyse des stratégies de Filimbi et de la Lucha est le niveau de scolarisation de leurs membres. Les deux mouvements ont beaucoup recruté auprès de la frange instruite de la jeunesse congolaise. Leurs leaders ont pour la plupart été à l'université et ont atteint le niveau de la maîtrise. Certains travaillaient dans de grandes entreprises pour ce qui est de Filimbi. L'un des premiers initiateurs de Filimbi était banquier jusqu'à son départ forcé en exil, un autre est médecin. Du côté de la Lucha, les jeunes qui l'ont créé ont pour la plupart le diplôme de la maîtrise. Les deux mouvements comptent parmi leurs membres des artistes, des informaticiens, des étudiants, bref des personnes possédant les capacités de communication nécessaires pour innover dans les stratégies de lutte.

S'appuyer sur l'internet pour innover en matière de mobilisation citoyenne

L'internet et les différentes facilités de communication qu'il offre à travers Facebook, Twitter et WhatsApp ont permis aux mouvements citoyens de construire leur identité, de légitimer leurs actions et de justifier leurs revendications. Grâce à l'internet, Lucha et Filimbi ont constitué un réseau intercommunicationnel en temps réel qui leur a permis d'échanger sur de nouveaux objectifs, sur leurs stratégies, et de se transmettre des informations sur leurs contextes mutuels selon les circonstances.

L'internet a également été un outil stratégique pour créer des réseaux avec d'autres acteurs aussi bien locaux qu'étrangers. Filimbi a fait de l'internet son moyen de communication dès sa création, contrairement à la Lucha qui l'a intégré dans sa stratégie plus tard. Cela s'explique par le fait que la capitale Kinshasa où s'était d'abord implanté Filimbi était à l'époque mieux pourvue en matière de connexion à l'internet que Goma, ville de naissance de la Lucha. Malgré les contraintes de l'accès à l'internet, les deux mouvements ont actuellement fait de cet instrument un levier fondamental de leurs communications et actions.

Grâce aux sites Web qu'ils ont mis en place, Filimbi et la Lucha énoncent et donnent une visibilité à leur lutte pour la justice sociale, pour plus d'accès à la liberté ainsi que pour la démocratie. L'internet leur a permis d'étendre leur audience en suscitant le soutien et l'adhésion des populations, notamment des jeunes. L'internet est également un moyen pour faire contrepoids aux médias « traditionnels », dont certains ont été caporalisés par le pouvoir. Ce dernier a recours aux médias qu'il contrôle pour discréditer les deux mouvements par le truchement de la caricature et de la désinformation.

La diffusion sur Facebook, WhatsApp et Twitter des activités organisées sur le terrain (marches, opérations villes mortes, occupations non violentes d'espaces publics) permet ainsi de donner un visage à l'ampleur de la violence exercée sur les deux mouvements. La mise en ligne des messages enregistrés à travers des capsules vidéo sur YouTube leur permet de poursuivre la mobilisation sans être dans la rue. C'est pourquoi le gouvernement congolais n'hésite pas à couper l'internet pendant les périodes de tension, comme à l'occasion des élections de décembre 2018.

Le Balai citoyen à l'assaut des kalachnikovs : stratégies de mobilisation citoyenne au Burkina Faso

L'implication de la population, gage de succès dans la mobilisation citoyenne

Pour le Balai citoyen, aucun changement n'est possible sans une prise en charge des situations par les populations au nom desquelles le mouvement mène sa lutte. Ce qui est d'abord recherché, c'est avant tout l'implication de la population illustrée par l'adage moaga selon lequel : « on ne rase la tête de personne en son absence ». Le Balai citoyen s'inspire principalement de Thomas Sankara qui, pour montrer son attachement à l'implication du peuple dans la gouvernance publique disait : « nous préférons un pas avec le peuple, que dix pas sans le peuple ». Du reste, dans l'article 3 de ses statuts, le Balai citoyen ambitionne de « rendre effective l'implication responsable et consciente des populations dans la gestion de la chose publique ». Ce type d'implication ne peut être atteint que si les populations prennent conscience de leurs responsabilités et de leurs devoirs dans la gouvernance nationale. Le mouvement veut faire en sorte qu'il revienne à la population de prendre en charge la défense de ses intérêts, la revendication pour l'amélioration de ses conditions de vie, la lutte en faveur de la bonne gouvernance. C'est ainsi que le Balai citoyen fait de l'éducation des populations un axe fondamental de son action. Il cherche à éclairer la conscience collective en amenant les populations à s'approprier les questions quotidiennes touchant à leur environnement.

Notre mouvement a un objectif premier qui est de sensibiliser, d'éduquer aux droits et aux devoirs des citoyens et d'agir également dans le sens de la protection de leurs droits. Notre but était vraiment un but pédagogique. Notre discours est un discours allant dans le sens de la bonne gouvernance politique, économique, la protection des droits des personnes, la défense des intérêts des populations, des citoyens. [Entretien avec un responsable de club « cibai » Thomas Sankara de Ouagadougou]

Ce que le Balai citoyen cherche à travers cette démarche, c'est d'arriver à faire en sorte que les populations soient elles-mêmes les acteurs des revendications, qu'elles puissent découvrir les secteurs sociaux dans lesquels elles sont lésées et ainsi mener la lutte pour le changement. Pour atteindre cet objectif, divers canaux sont utilisés par le Balai citoyen : des conférences-débats avec des spécialistes des problèmes identifiés, des projections de films éducatifs suivies de débats, etc. Du reste, en suivant les responsables du Balai citoyen, le mouvement lui-même est né d'une longue histoire de rencontres, d'échanges sur les problèmes du pays, mais le déclic est venu d'un partage

d'expérience sur la lutte menée au Sénégal par Y'en a marre lors d'une projection cinématographique pendant Ciné droit libre⁶.

Le fait d'avoir invité Y'a en marre et d'avoir passé le film, c'était le plus important. Quand les gens ont vu le film, comment les Sénégalais menaient la lutte, les gens se sont dits, on va faire mieux que ça. Il y a eu cette réaction d'orgueil qui a précipité la création du Balai citoyen. On a fait l'ouverture de Ciné droit libre le samedi et dès le mardi, le Balai était déjà lancé. [Entretien avec un membre fondateur et membre de la Coordination nationale du Balai citoyen, Ouagadougou, septembre 2018]

Les responsables du Balai citoyen ont interprété le lancement de leur mouvement comme la concrétisation de la prise en charge des problèmes sociaux par les populations elles-mêmes. Ils se sont grandement appuyés sur les technologies de l'information et de la communication dans leurs luttes citoyennes.

Le pouvoir de l'internet dans les stratégies de mobilisation

Le Balai citoyen n'a pas manqué de fonder son action sur l'usage des technologies de la communication et de l'information dans sa stratégie de mobilisation et de lutte. Il s'est appuyé sur les réseaux sociaux et particulièrement sur Facebook pour produire et diffuser des informations sans crainte de censure. L'appropriation de ces outils de communication était capitale pour les leaders du Balai citoyen dans la mesure où ses membres découvraient progressivement qu'ils pouvaient ainsi, grâce à cet outil, contourner les pratiques de répression du pouvoir en place. La présence du Balai citoyen sur les réseaux sociaux lui a permis d'élargir son audience dans toutes les parties géographiques du pays. Elle l'a également aidé à renforcer ses capacités de mobilisation.

On a vite compris que ce sont des moyens qu'il faut utiliser pour s'implanter. Les choses vont vite. On n'a pas besoin de se déplacer à Bobo pour que tout le monde sache. Il suffit de bien exploiter les réseaux sociaux et ça va bien fonctionner. On a aussi compris comment les réseaux sociaux ont été utiles en Tunisie dans le printemps arabe. Donc, on a compris que, c'est un outil très important de mobilisation. [Entretien avec un membre fondateur et membre de la Coordination nationale du Balai citoyen, Ouagadougou, septembre 2018]

Les réseaux sociaux ont ainsi donné une autonomie dans la production et la diffusion de messages de mobilisation. L'indépendance dans la production des informations est capitale pour un mouvement comme le Balai citoyen. En se référant à Granjon (2014:21), on comprend que « la production d'expressions citoyennes autonomes tient à l'existence de projets réflexifs et

des formes d'affirmation de soi, lesquels sont couplés à des visées citoyennes qui en spécifient l'actualisation pratique ».

Parmi les différents réseaux sociaux, le Balai citoyen s'est surtout appuyé sur Facebook, et sur Twitter dans une moindre dimension. Cela vient du fait que Facebook concentre la proportion la plus importante des populations qui utilisent les réseaux sociaux et qu'il est également un outil ouvert par lequel le partage d'informations devient facile. Le Balai citoyen s'est ainsi doté d'une page Facebook⁷ qui compte aujourd'hui 54 626 membres. Ces derniers sont régulièrement informés des revendications politiques du mouvement ainsi que de ses activités sociales. Ce canal de communication est également le lieu de partage des publications avec les trois autres mouvements : Y'en a marre, la Lucha et Filimbi. Grâce à Facebook, le Balai citoyen a pu se rendre populaire auprès des jeunes et susciter leur adhésion au mouvement.

L'efficacité de la mobilisation sur le terrain

Si l'internet a été un outil capital pour le Balai citoyen, il n'en demeure pas moins que ce qui a fait la renommée du mouvement, c'est sa présence sur le terrain. Dès sa naissance, le mouvement s'est illustré à travers des actions non conventionnelles sur le terrain qui ont marqué les Burkinabè. Ces actions sont l'occupation des locaux de la Société Nationale d'Électricité du Burkina (SONABEL) en avril 2014 pour réclamer la fin des délestages et des pénalités sur les retards de paiement des factures ; l'opération de sauvegarde du centre hospitalier universitaire de Bobo Dioulasso. À chacune de ces manifestations, les leaders du mouvement sont au-devant. Chez les *Cibals* (membres du Balai Citoyen dans un style verlan), le leader doit toujours montrer l'exemple en prenant la tête des différentes manifestations. On peut également retenir sa forte présence sur le terrain de la mobilisation lors de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014.

Engagé pour l'avènement d'une gouvernance saine, après la chute du régime Compaoré, le mouvement a organisé plusieurs manifestations de rue pour dénoncer la présence de *persona non grata* dans le gouvernement de la transition ; des cas de mauvaise gestion des ressources publiques, etc. Depuis 2014, le Balai citoyen est l'un des mouvements au Burkina Faso qui a le plus organisé de marches et de meetings pour dénoncer l'absence de justice, de démocratie et de justice sociale au Burkina Faso. Associé à sa présence dans les manifestations organisées pendant cette période par le chef de file de l'opposition, les populations ont gardé de ce mouvement son côté essentiellement contestataire. Le changement de régime et l'instauration

d'un nouveau mode de gouvernance ont réorienté le caractère contestataire du mouvement. Ce qui a semé chez certains un sentiment de trahison par le Balai citoyen.

Les gens veulent que le Balai fasse comme quand on chassait Blaise Compaoré, alors que ce n'est pas le même contexte. En ce moment, il y avait un vrai combat à mener, c'est notre démocratie qui était prise en otage. On ne peut pas avoir la même virulence parce que ce n'est pas le même cas. Sinon le Balai continue le même travail, mais ce n'est pas avec la même virulence. On organise des conférences de presse, on fait des déclarations et on mène nos actions quand il faut. [Entretien avec un responsable de la coordination nationale du Balai citoyen, Ouagadougou, septembre 2018]

La stratégie a effectivement évolué et cela est tributaire du nouveau contexte. Aujourd'hui, le Balai citoyen est moins présent dans la contestation à travers les marches et meetings, mais continue son travail de mobilisation à travers des dénonciations par voie de communiqués et de déclarations.

Consonances et dissonances dans les dynamiques de mobilisation citoyenne

Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen illustrent les dynamiques de mobilisation citoyenne, principalement dans l'espace africain francophone. Ils ont développé, chacun à sa manière, des formes de militantisme en fonction du contexte du pays, du niveau d'ouverture démocratique, du degré de respect des libertés d'association, de réunion et d'expression, de la structuration du champ politique, de l'attitude des pouvoirs publics, etc. Les quatre mouvements sont nés et ont évolué dans des contextes marqués par un climat de tensions sociopolitiques et électorales. Cette situation a grandement influé sur la nature des stratégies de contestation citoyenne qui ont été mises en œuvre dans chaque pays. Celles-ci ont oscillé entre des pratiques classiques, qui ont eu pour cadre d'expression la rue, et des stratégies plus novatrices, qui ont été déployées en mettant à contribution le pouvoir des technologies de l'information et de la communication.

Les stratégies de mobilisation ont conféré une place cruciale aux innovations facilitées par les technologies de l'information et de la communication. L'internet s'est révélé être un levier fondamental dans les dynamiques de mobilisation citoyenne dans les trois pays et de légitimation de leur combat en faveur d'un mieux-être des populations. L'internet est utilisé comme un instrument stratégique permettant de communiquer à l'opinion publique les réelles intentions des mouvements. Celles-ci peuvent souvent être déformées par les pouvoirs en place. L'internet a également

été un outil stratégique pour créer des réseaux avec d'autres acteurs aussi bien locaux qu'étrangers. Grâce à leur empreinte numérique sur Twitter et sur Facebook notamment, les mouvements parviennent à acquérir une audience internationale qu'ils arrivent ainsi à instrumentaliser dans leur mobilisation protestataire.

Des limites réelles peuvent être discernées dans cette mobilisation à travers les réseaux sociaux. Elle ne peut dispenser d'une présence sur le terrain, qui est souvent décisive pour impulser les changements souhaités. En plus, les sociétés sénégalaise, burkinabè et congolaise, sont à majorité rurale, ce qui limite le rayon d'accès des messages véhiculés par l'entremise de l'internet et leur appropriation par de larges segments de la population.

Les quatre mouvements ont comme trait fédérateur leur capacité à utiliser des slogans dissonants et captivants, mais aussi iconoclastes et mobilisateurs dans des formes langagières propres à leurs environnements culturels respectifs. En se donnant pour objectif de devenir des vecteurs de transformation sociale à travers une démarche qui réhabilite l'idéal du panafricanisme, les quatre mouvements sont parvenus à acquérir une audience nationale et un rayonnement international grâce à leur capacité à se saisir d'enjeux cruciaux et à se poser en « sentinelles de la démocratie », en « instances de veille citoyenne » dédiées à la préservation des acquis démocratiques.

Formes inédites de mobilisation citoyenne, Filimbi, La Lucha, Le Balai citoyen et Y'en a marre ont été propulsés par la nature même des combats au nom desquels ils sont arrivés au rang d'opposants. Ils ont été ainsi obligés dans certaines circonstances de mener des batailles politiques que les partis d'opposition devaient mener. Cette posture a, entre autres, expliqué la nature des réactions des pouvoirs en place dans les trois pays qui ont pris des formes variables : tolérance bienveillante, intimidation, tentative de corruption, diabolisation, violente répression, etc.

Les dynamiques de mobilisation citoyenne qu'incarnent la Lucha, Filimbi, Le Balai citoyen et Y'en a marre sont aujourd'hui à la croisée des chemins. La question de leur devenir se pose dans des espaces de la citoyenneté investis aujourd'hui par une palette de structures qui cherchent à porter des voix alternatives, notamment sur la question d'une véritable indépendance économique des pays africains, comme l'illustrent les dynamiques de mobilisation pour un abandon de la monnaie CFA dans l'espace ouest-africain. Pour ne pas rester cantonnés dans une posture contestataire sans fin et, par la même occasion, relever les défis de leur légitimité, leur utilité et leur avenir, les mouvements doivent certainement réinventer leurs actions revendicatrices et se définir de nouveaux enjeux de mobilisation.

Conclusion

Cette recherche a proposé un éclairage sur les dynamiques d'engagement citoyen dont les mouvements Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen ont été les catalyseurs respectivement au Sénégal, en RD Congo et au Burkina Faso. Elle a mis en lumière les soubassements, et les modalités d'expression sur le terrain, de la dynamique protestataire que les quatre mouvements ont incarnée, chacun à sa manière en fonction d'une pluralité de paramètres (histoire nationale, système politique, degré de démocratie, niveau de respect des libertés politiques, etc.).

Les trajectoires des mouvements ainsi que leurs capacités d'influence, voire de nuisance sont d'ailleurs fortement déterminées par le contexte de leur naissance et la nature des régimes politiques au pouvoir au moment de leur avènement. Leurs dynamiques de mobilisations ont essentiellement reposé sur deux leviers : des stratégies conventionnelles de présence sur le terrain (la rue) et des formes inédites qui ont essentiellement une dimension numérique (l'internet).

Y'en a marre, Filimbi, la Lucha et le Balai citoyen ont été capables de développer une forme de « résistance-performance ». Celle-ci a consisté à faire preuve de créativité devant chaque situation sociale et politique controversée, à jouer de manière inventive et alternative de l'art du discours et du paraître contestataire pour être visible au plus grand nombre quitte à être inintelligible aux élites, habituées à avoir affaire à des appareils contestataires qui secrètent des énoncés autrement « mieux » structurés et plus « classiques » dans une grammaire de l'indocilité qu'elles arrivent à décrypter. Cette ingéniosité a d'ailleurs dérouté tous les pouvoirs, qui ont tous apporté jusqu'ici de vieilles et inopérantes réponses (intimidation, répression, tentative de corruption, diabolisation, etc.) à une posture protestataire qui s'avère en définitive interactive et créative d'autant plus qu'elle combine protestation et mise en scène de la protestation.

Notes

1. Voir une tribune parue dans le journal *Le Monde* et signée par les dirigeants des quatre mouvements. Elle est intitulée « Nous sommes la nouvelle jeunesse africaine engagée », (http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/17/nous-sommes-la-nouvelle-jeunesse-africaine-engagee_4618336_3212.html#RV5fDb8lb0Skvwqz.99). 29 mars 2019.
2. *Lu ëpp turu* : proverbe de la langue wolof signifiant « trop, c'est trop ».
3. *Pareel* : mot de la langue wolof signifiant « sois prêt ».

4. Aliou Sané est devenu le nouveau coordonnateur de Y'en a marre à la place de Fadel Barro à l'occasion du *leul* (assises) du mouvement ayant eu lieu les 23 et 24 mars 2019. Barro été le visage le plus connu du mouvement depuis sa naissance en 2011. Avant d'être élu comme coordonnateur de Y'en a marre, Aliou Sané occupait les fonctions de Secrétaire exécutif du mouvement. Il était donc le responsable de la structure professionnelle qui s'occupait des actions de développement en collaboration avec des ONG.
5. MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.
6. Ciné droit libre est une des manifestations les plus importantes en matière de droits de l'homme, organisée par Semfilms Burkina qui est une association dont l'objectif principal est de défendre et de promouvoir les droits humains et la liberté d'expression à travers l'image. L'association dispose d'une cinémathèque très variée et d'une webtélé dédiée aux droits humains (www.droitlibre.tv).
7. <https://www.facebook.com/CitoyenBalayeur/?ref=ts&fref=ts>

Références

- Aissaoui, N., 2017, « Pouvoir médiatique, jeunesse et transition politique. L'étincelle tunisienne », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* (<http://journals.openedition.org/rfsic/3062>). 2 avril 2019.
- Amnesty International, 2015, *Ils sont traités comme des criminels. La RDC fait des voix discordantes pendant la période pré-électorale*, Amnesty international, Londres, (<https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR6229172015FRENCH.PDF>). 20 mars 2019.
- Bangré, H., 2016, « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse », *Notes de l'IFRI*, Paris, p. 4-26. (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf). 19 juin 2019.
- Bouillier, D., 2013, « Plates-formes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective », dans Najar, S. (Éd.), *Les réseaux sociaux sur internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala. <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972856/document>. 22 juillet 2019.
- Canivez, P., 1995, *Éduquer le citoyen*, Paris, Hatier.
- Clément, Fayol, 2015, « Rencontre avec Filimbi, le mouvement congolais qui fait trembler Kabila », journal Médiapart, 18 juillet 2015, (<https://www.mediapart.fr/journal/international/180715/rencontre-avec-filimbi-le-mouvement-congolais-qui-fait-trembler-kabila?onglet=full>). 15 mars 2019.
- Cossart, P. et Taïeb, E., 2011, « Spectacle politique et participation. Entre médiatisation nécessaire et idéal de la citoyenneté », *Sociétés et représentations*, 1, n° 31, p. 137-156.
- Dimé, M., 2017, « De bul faale à Y en a marre. Continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal », *Afrique et développement*, Volume XLII, n° 2, p. 83-106.
- Diouf, M. et Fredericks, R., 2013, *Les Arts de la citoyenneté au Sénégal*, Paris, Karthala.

- El Chazli, Y., 2013, « Du Mur à la rue : la révolte des “jeunes de Facebook” en Égypte (2008-2011) », URL : (https://www.academia.edu/3742801/Du_Mur_%C3%A0_la_rue_la_r%C3%A9volte_des_jeunes_de_Facebook_en_Egypte_2008-2011_). 31 mars 2019.
- Fillieule O., 1997, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po Paris, Presses de Sciences Po.
- Fillieule, O. et Tartakowsky, D., 2013, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Gorovei, D., 2016, « Le rôle des mouvements citoyens dans le processus électoral en Afrique subsaharienne : le cas du “Balai citoyen” (Burkina Faso) », *Romanian Political Science Review*, vol. XVI n° 4, p. 511-536.
- Granjon F, 2014, « Introduction », dans Julie Denouël, Fabien Granjon et Aurélie Aubert, *Médias numériques et participation : entre engagement citoyen et production de soi*. Paris. Mare & Martin, p. 9-21.
- Hagberg, S., Kibora, L., Ouattara, F. et Konkobo, A., 2015, « Au cœur de la révolution burkinabè », *Anthropologie et développement*, n° 42-43, p. 199-224. (<https://journals.openedition.org/anthropodev/pdf/499>). 25 mai 2019.
- Justice et paix/CENCO, *Rapport sur le monitoring des manifestations et réunions publiques en République Démocratique du Congo*, avril-octobre 2017.
- Kris, B., 2016, *De la fin du règne au règne sans fin*, Notes de l'IFRI, (https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/note_rdc_-_kris_berwouts_fr_okdb_complet_protege.pdf). 28 mars 2019.
- Neocosmos, M. 2016, *Thinking Freedom in Africa. Toward a theory of emancipatory politics*, Wits University Press, Johannesburg.
- Neveu, E., 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- Ouédraogo, B., 2014, *Droit, démocratie et développement en Afrique. Un parfum de jasmin souffle sur le Burkina Faso*, Paris, L'Harmattan.
- Pleyers, G. et Capitaine, B. (Dirs), 2016, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Polet F., 2018, *Congo telema! Petite sociologie de l'engagement citoyen en contexte congolais*. (<https://www.cetri.be/IMG/pdf/etude2018-rdc.pdf>). 12 juillet 2019.
- Polet, F., 2016, « Kinshasa les 19, 20 et 21 janvier 2015. Une révolte démocratique », *Revue Tiers-Monde*, n° 228, p. 23-43.
- Polet, F., 2017, « Quand la rue kinoise envahit le politique », *Conjonctures congolaises 2016*. (https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/212372/1/CA91_Conjonctures%202016_Chap%202-3.pdf). 15 juillet 2019.
- Polet, F., 2018. *Congo 2014-2018 : « glissement » et recompositions de l'espace protestataire*. (https://www.cetri.be/IMG/pdf/congo_2014-2018_-_fp.pdf). 20 juillet 2019.
- Programme humanitaire et développement, 2016, *Soulèvements populaires et stabilité politique en République Démocratique du Congo : scénarios à l'horizon 2000*, Observatoire de la prospective mobilisation de la jeunesse : une nouvelle génération de citoyens qui peut faire la différence? (<http://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2016/11/FR-Observatoire-Prospective-Huma-RDC-Aout-2016.pdf>). 30 mars 2019.

- Protection internationale, 2018, *La criminalisation des mouvements sociaux. Cas du mouvement la Lucha en République Démocratique du Congo*, Protection internationale, Bruxelles (<https://www.protectioninternationale.org/sites/default/files/2018-criminalisation-series-DRC-La-Lucha-web.pdf>). 25 mars 2019.
- Richaud C. 2017, « Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de contestation et de reconstruction de la politique? », *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, 4, n° 57, p. 29-44.
- Rimondi, L., 2015, « RDC : Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir », Éclairage du Grip, p. 1-4. (https://www.grip.org/sites/grip.org/files/BREVES/2015/EC_2015-08-17_FR_L-RIMONDI.pdf). 17 juillet 2019.
- Siméant J. 2013, « Protester, mobiliser, ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 2-20, p. 125-143.
- Sivya, S., 2017, « Les mouvements citoyens, outils de construction d'une citoyenneté à identités multiples Cas du mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA) en RD Congo », dans Djateng, F. et Kayser C. (Éds), *Métissages, migrations et mouvements de jeunes, Cahiers du Mapinduzi* 5, p. 40-44. (<http://www.peaceworkafrica.net/wp-content/uploads/2017/10/Mapinduzi-5-frz-WEB.pdf>). 18 avril 2019.
- St-Pierre, G., 2014, *Quand la rue parle. Le vocabulaire des luttes sociales et ses origines étymologiques*, Paris, Éditions du Septentrion.
- Thiat et Cissokho S., 2011, « Y en a marre. Rap et contestation au Sénégal », *Multitudes* 2011/3 (n° 46), p. 26-34
- Université populaire de l'engagement citoyen, 2018, *Les actes de l'UPEC 2018*. (<http://yenamarre.sn/actes-de-lupec/>). 21 janvier 2019.
- Vigieron, D., 2016, « Changement politique et espace urbain en Afrique de l'Ouest », *Note d'Analyse du GRIP*, p. 1-16. (https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-01-14_FR_VIGNERON.pdf). 21 mai 2019.
- Zarachowicz, W., 2013, « Contestation : les réseaux de la colère », (<https://www.telerama.fr/idees/contestation-les-reseaux-de-la-colere,100657.php>). 31 mars 2019.